

Nouvelles locales du mercredi 03 juillet 2013

@rib News, 03/07/2013 | Gouvernance - L'OLUCOME constate que ce que le président de la République annonce à chaque occasion de grandes fêtes nationales sont des paroles purement politiques. Selon le président de cette association, la situation sur terrain est toute autre. Gabriel Rufyiri (photo) constate que depuis 2005, des discours d'annonce du début de la campagne contre la corruption ont été prononcés par le président de la République, mais les choses ne se sont pas améliorées. En outre, en 2010, la tolérance zéro a été aussi annoncée mais n'a pas pu être appliquée puisque les fonds ont continués à être détournés. Il trouve aussi qu'en 2005, le Burundi était parmi les plus corrompus au monde et actuellement, il est parmi les 6 pays les plus corrompus. Il constate ainsi que les voleurs de ce pays ont plus de pouvoir que le Gouvernement et trouve que nous n'allons nulle part avec cette passivité dans la lutte contre la corruption. Selon lui, le président a carrément échoué dans ce domaine. [Rtr/Isanganiro/Bonesha/Rpa]

Politique- Le parti Sahwanya Frodebu affirme que le président de la République du Burundi ne parvient pas à dissocier les affaires de l'Etat des affaires familiales. Selon le vice-président de ce parti, être le premier au foyer ne signifie pas nécessairement être le premier au niveau national. Frédéric Bamvuginyumvira trouve qu'il y a du favoritisme dans ce genre de décoration. Il constate qu'il s'agit d'une attitude des dirigeants africains qui veulent introniser leurs proches. Il demande la mise en place d'une commission qui se penchera sur les dossiers de personnes à récompenser afin que soient primés ceux qui le méritent vraiment. [Rtr/Rpa]

Selon l'ADC-Ikibiri, il n'y a pas eu de procédure pour la sanction des personnes qui ont été primées par le président de la République lors de la célébration du 51^{er} anniversaire de l'indépendance de notre pays. Selon le président de cette coalition, le problème n'est pas que le président prime des personnes, mais qu'il n'ait pas de commission mise sur pied pour répartir ses personnes afin que la liste soit objective. L'once Ngendakumana trouve que la sanction suit une manière partisane et familiale. Il ajoute aussi qu'il est incompréhensible de primer son épouse lors des cérémonies de la commémoration de l'indépendance. Quel rapport entre les deux ? Il demande la mise en place d'une commission de sanction. [Bonesha]

Dans la commune de Mutaho en province de Gitega, la cohabitation entre les membres des partis politiques de l'opposition et ceux du parti au pouvoir et surtout les Imbonerakure reprend une allure inquiétante. Selon cette population, les Imbonerakure font ce qu'ils veulent et frappent les personnes sans se soucier de leur rang. Ils ont battu ce mardi un membre du parti Sahwanya Frodebu qui essayait d'intervenir dans une querelle entre membres de sa famille. Jean Marie Harerimana se trouve maintenant sur le lit d'hôpital et sa famille reste inquiète pour sa santé. La population dénonce ce comportement de ces jeunes Imbonerakure sous l'œil complice des autorités à la base. Trois personnes ont été arrêtées par la police et remises aux forces de l'ordre. L'Administrateur communal ad interim estime que ces jeunes ont agi ainsi puisqu'ils étaient ivres et nie catégoriquement toute idée de mobile politique. [Isanganiro/Rpa]

Sécurité - Le siège de la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme a été cambriolé la nuit de mardi à mercredi par des personnes non encore identifiées. Selon le président de cette Commission, malgré la présence des éléments de sécurité, les voleurs ont forcé les murs d'un des bureaux de cette commission et 4 ordinateurs portables ont été emportés. Frédéric Emmanuel Ntakarutimana précise toutefois que les dossiers les plus sensibles ont été épargnés grâce au système de leur conservation. Il ajoute qu'il n'y a aucune piste privilégiée à explorer pour trouver les auteurs de cet acte mais que la Police judiciaire est à pied d'œuvre pour trouver la vérité. [Rtnb/Isanganiro]

Education - Deux enseignants de la commune de Mpanda ont été arrêtés ce mercredi matin alors qu'ils se trouvaient dans un motel de la localité avec deux mineurs âgés de 15 et 17 ans et étudiant à l'école primaire de Musenyi dans la commune de Mpanda. Selon des sources sur place, ils ont été dénoncés par la population locale qui demande par ailleurs qu'ils soient exemplairement punis. L'administrateur communal de Mpanda affirme que ce motel exerce ses activités d'une manière non conforme aux conditions particulières de cette profession. [Rtnb/Bonesha/Isanganiro]

Les conséquences de la grève des enseignants se font sentir dans la province de Mwaro. Les élèves font trois examens par jour et même les dimanches, ils n'ont pas de repos et doivent se presser pour passer d'autres examens. Ils trouvent que le nouveau programme conçu par la Réunion des directeurs de toutes les écoles secondaires de cette province et qui dit que les programmes se terminent le 12 juillet de cette année est à l'origine de cette situation. Les élèves affirment que lors de la grève, ils n'ont pas pu étudier puisqu'il y avait des rumeurs comme quoi les résultats du 3^{er} trimestre seront octroyés à l'aide moyenne sur les résultats des deux premiers trimestres. Ils demandent ainsi que les critères de délivrations soient revus par le ministère de tutelle pour les adapter aux circonstances. Les enseignants grognent eux aussi de la vitesse de correction alors qu'ils n'ont pas touché leur salaire depuis le mois de mai. [Rpa]